

Liberté, égalité et fraternité sont dans un bateau...

J'interviens dans cette matinée, d'une certaine façon, en tant que « vilain petit canard » puisque je suis le seul à ne pas avoir d'expérience de l'éducation permanente. Je suis donc d'autant plus honoré de l'invitation que m'ont adressée les organisateurs mais je vais peut-être dans mon intervention m'écarter un peu du cœur du sujet, sans forcément m'écarter des préoccupations qui animent Peuple et Culture aujourd'hui.

La question posée en exergue de ce colloque me convient en effet très bien pour ouvrir mon propos : « *Est-il possible de fonder la démocratie sur la seule employabilité sans développer, chez les citoyens, une prise de conscience et une connaissance critique des réalités de la société, des capacités d'analyse, de choix, d'action et d'évaluation, des attitudes de responsabilité et de participation active à la vie sociale, économique, culturelle et politique ?* »

Pour répondre à la question posée, le mieux est encore de repartir de la fameuse trilogie « *Liberté, égalité fraternité* », issue des Lumières et de la Révolution française. Cette devise était bien initialement censée fonder la citoyenneté. Le propre des citoyens est qu'ils cessent d'être des sujets : ils sont libres et égaux dans le cadre d'une communauté politique qu'ils choisissent de constituer et qui ne peut subsister sans une forme de lien social. C'est la nécessité de ce lien social qui justifie la présence du troisième terme, à savoir l'idée de fraternité.

On l'a dit et redit, cette formule, géniale dans sa simplicité, peut être mise à toutes les sauces, et elle l'a effectivement été, permettant ainsi de couvrir des projets politiques très différents. C'est que la liberté, l'égalité et la fraternité ne sont pas des valeurs qui s'articulent spontanément sans difficulté et tout projet politique à vocation globalisante va donc devoir *arbitrer* entre les trois, peser le poids de chacune dans la définition de la citoyenneté. L'antagonisme entre la liberté et l'égalité a été une des topiques majeures dans l'affrontement entre les visions libérales et les visions socialistes ou communistes du monde durant la plus grande partie du 20^{ème} siècle. Elle a irrigué longtemps non seulement les débats publics au sein des sociétés occidentales mais aussi les débats plus pointus au sein de la *philosophie politique*. Dans les décennies qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, cet antagonisme a été fondateur d'une vision globale du monde, naïve mais opérante, au sein de laquelle l'ouest se voyait assigner la défense de la « liberté » et le bloc de l'est, celle de l'aspiration à « l'égalité ». C'était largement une fiction, bien sûr, mais une fiction performatrice : elle a produit un « imaginaire du monde » qui aura tenu près d'un demi-siècle. Durant toute cette période, le troisième terme du débat, l'idée de *fraternité*, n'était pas absent, mais il était, en quelque sorte, à l'arrière-plan. Il y a à cela une raison historique. Dans nos sociétés, le mouvement ouvrier a en effet majoritairement délaissé l'associationnisme ouvrier historique et a délégué à l'Etat la fonction de cohésion sociale. Sans ironie, mais en schématisant beaucoup, on pourrait dire que la demande de fraternité durant cette période a été sous-traitée aux pouvoirs publics. C'est sûrement une description

très sommaire parce qu'elle fait l'impasse sur les aspects de gestion concertée de la sécurité sociale par les acteurs sociaux. Mais aussi sommaire soit-elle, cette description est utile parce qu'elle permet de saisir, par contraste, le changement de configuration qui caractérise la période suivante, celle qui commence grosso modo autour de 1980. Aujourd'hui, on pourrait dire en effet que c'est la notion d'*égalité* qui est progressivement marginalisée. Elle n'a certes pas disparu du débat et elle tend à y revenir avec le développement des crises mondiales à répétitions. Mais tous les indices montrent que l'égalité, à tout le moins son noyau dur, l'égalité des *conditions sociales*¹, n'est plus revendiquée comme un axe majeur des politiques publiques dans presque aucun pays d'Europe, à l'exception peut-être des pays nordiques. L'arbitrage, le « trade-off » aujourd'hui, est moins entre liberté et égalité qu'entre liberté et fraternité. C'est le thème que je voudrais défendre dans cette brève réflexion et qui, je pense, devrait nous interpeller tous.

Que l'égalité ne soit plus une valeur cardinale dans nos sociétés, cela me paraît sauter aux yeux. D'abord, sur le plan strictement factuel, tous les indicateurs économiques d'inégalités sont au rouge depuis le début des années 1980. Le coefficient de Gini, qui mesure l'inégalité des revenus, s'accroît dans pratiquement tous les pays développés. La part du capital dans le produit intérieur brut s'accroît par rapport à celle du travail. Et, fait non négligeable, l'éventail s'est fortement ouvert entre les revenus du travail très qualifié et ceux du travail non qualifié. Dans son tout récent livre *Le capital au 21^{ème} siècle*, Thomas Piketty montre que l'inégalité des revenus aux Etats-Unis, mesurée par la part du décile supérieur dans le total du revenu national, a retrouvé en 2010 le niveau de 1910². Si les chiffres européens sont sans doute moins tranchés, la tendance est la même, sans que la réduction des inégalités soit redevenue un objectif central des politiques publiques.

On peut argumenter que cet effacement progressif de l'égalité comme valeur cardinale dans nos sociétés contemporaines, a déplacé l'ensemble du débat public vers un arbitrage entre liberté et fraternité. Je m'explique. Le lien social des sociétés des trente glorieuses a été précisément assuré par un Etat interventionniste tant dans la production des richesses que dans leur redistribution. Court-circuitant la logique de paupérisation qu'avait imaginée Marx, l'accomplissement majeur de cette période a probablement été la constitution d'une *classe moyenne salariée* qui a donné aux sociétés de l'Europe occidentale, un potentiel de cohésion sociale inédit. Pour la première fois sans doute, dans l'histoire de l'humanité, la garantie de la sécurité matérielle d'existence, était devenu l'apanage non pas d'une élite restreinte, mais de la majorité de la population. La forte intervention de l'Etat a assuré une forme de *cohésion sociale par l'égalité*. Une égalité relative, bien sûr, mais tout de même un formidable tournant par rapport à la première moitié du 20^{ème} siècle.

¹ Celle que François Dubet appelle « l'égalité des places ». François Dubet (2010) *Les places et les chances. Repenser la justice sociale*, Paris, Le Seuil.

² Thomas Piketty (2013), *Le capital au 21^{ème} siècle*, Paris, Le Seuil, p. 52

Mais le plus remarquable est que cette intervention massive de l'Etat, contrairement aux prévisions des théoriciens libéraux, ne s'est pas faite au détriment de la liberté individuelle des individus. Bien au contraire : dans nos sociétés, c'est cet interventionnisme étatique qui a produit l'assise matérielle pour un développement radical de l'aspiration des individus à l'autonomie. Le développement de l'individualisme moderne fut durant cette période le corollaire du développement de la puissance économique et sociale de l'Etat. Marcel Gauchet³ a bien résumé cette dynamique dans une célèbre et courte question : *Que serait l'individu contemporain sans la sécurité sociale ?* L'individualisme et particulièrement la revendication de la libre disposition de soi, s'est développé à la fois *contre* l'omniprésence du pouvoir étatique mais *grâce à elle*. En deux mots, c'est la *sécurisation des conditions matérielles d'existence* dans les sociétés européennes et américaine de l'après-guerre, qui a permis la contestation de *l'autoritarisme culturel et moral* des institutions en général. Ou pour le dire de manière plus ramassée, c'est la présence massive de l'Etat dans la sphère matérielle, qui a permis l'éclosion de l'autonomie individuelle dans la sphère morale et culturelle. La période où ce mouvement a culminé, soit à peu près la décennie 1965-1975, peut donc être décrite comme une période *d'hégémonie progressiste* au sens où ce mot est défini par le philosophe Ruwen Ogien lorsqu'il écrit « *les conservateurs (...) sont pour la liberté de s'enrichir sans limites et contre la liberté des mœurs, et les progressistes sont contre les inégalités économiques et sociales et pour la liberté des mœurs* »⁴.

Bien sûr, la sécurité matérielle acquise durant cette époque n'a pas été anéantie. Mais le mouvement général s'est nettement inversé, comme on l'a vu. La « fraternité » ne peut plus aujourd'hui être assurée par la dynamique de l'égalisation et de la sécurisation des conditions matérielles d'existence. Au contraire, tout se passe comme si se mettait en place une progressive inversion des sphères respectives de la liberté et de la « fraternité ». La sphère matérielle de la production et de la consommation est aujourd'hui le lieu où est supposée se réaliser la liberté. *Et c'est dans la sphère morale, et culturelle que se développe l'aspiration à la cohésion, qui se traduit souvent en demande d'homogénéité.*

Je vais tenter d'illustrer brièvement cette proposition.

Dans le registre de la production et du travail, règne en effet l'injonction à l'autonomie : un travailleur autonome, comme l'a bien montré Christian Arnsperger dans ses analyses de l'Etat social actif, c'est celui qui se prend en charge lui-même et assume la responsabilité de ce qui lui arrive. Ce faisant, il exprime bien à l'égard de la société, une forme un peu perverse de solidarité : en reconnaissant que, dans mon destin social, ma responsabilité personnelle est première, j'épargne à la société le poids de la solidarité. Si, comme chômeur, j'admets que je n'ai pas suffisamment veillé à me rendre employable, si comme malade, j'admets que je n'ai pas fait tout ce qu'il fallait pour rester en bonne santé, si, comme professionnel, je reconnais que j'ai laissé passer des opportunités, alors je dois reconnaître

³ Marcel Gauchet (2002) *La démocratie contre elle-même*, Paris, Gallimard.

⁴Ruwen Ogien (2013) : *La guerre aux pauvres commence à l'école*, Paris, Grasset, p. 18

qu'il serait injuste de ma part d'imposer une charge de solidarité aux travailleurs actifs, éduqués, en bonne santé, dynamiques, responsables et opportunistes.

Dans l'autre registre matériel, celui de la consommation, *l'impératif de liberté* se traduit par l'injonction bien connue : « *vivez comme vous voulez* ». Corollaire de son assignation à l'autonomie comme travailleur, l'individu a le droit à la liberté de choix comme consommateur. Bien entendu, comme le fait remarquer justement Benjamin Barber⁵, cette liberté s'exerce toujours à l'intérieur du cadre marchand : nous avons la possibilité de choisir un produit plutôt qu'un autre, mais pas celle de ne choisir aucun produit, a fortiori de remodeler la gamme des productions jugées utiles. Face à une gamme de produits et de services de plus en plus subtilement distingués, le choix de « l'opting out » n'est pas ouvert, ou seulement au prix d'une marginalisation héroïque. Mais devant l'étendue et la subtilité de la gamme, sans cesse rappelée et magnifiée par une publicité commerciale omniprésente, le « monde vécu » du consommateur est bien un sentiment de liberté et parfois même de liberté grisante. Il suffit, pour s'en convaincre, d'observer autour de soi en flânant quelques heures dans un point de vente IKEA.

Mais si la liberté est aujourd'hui essentiellement confinée à la sphère matérielle de la production et de la consommation, qu'en est-il de la fraternité ? Elle est toujours soustraite à l'Etat, mais avec un changement radical de perspective : puisque la demande de sécurité et d'égalité matérielle, ne reçoit plus de réponse satisfaisante, l'Etat se voit chargé de restaurer, autant que faire se peut *l'homogénéité culturelle*. L'Etat, de plus en plus impuissant à assurer la solidarité économique, est investi d'une demande de réassurance symbolique : la demande de fraternité passe progressivement du domaine *matériel* au domaine *symbolique et culturel*. L'Etat se voit chargé d'assurer la renormalisation des attitudes et des comportements dont on avait cru qu'ils seraient assignés définitivement à l'autonomie individuelle.

Certes, la norme a changé. Les frontières du permis se sont déplacées. L'exemple le plus impressionnant en est le retournement à l'égard de l'homosexualité : alors qu'au sortir de la deuxième guerre mondiale, l'homosexualité restait une transgression sociale majeure, c'est aujourd'hui l'homophobie qui a été sortie de la norme au point de constituer, dans certaines circonstances, un délit pénal. Probablement la normalisation de l'homosexualité n'est-elle pas aujourd'hui directement menacée mais ce qui s'épuise, c'est la dynamique d'élargissement de l'autonomie des mœurs qui l'a portée. On l'a bien vu lors du vote de la loi française sur le mariage homosexuel. L'heure est à la reconstruction d'une normalité morale, d'un retour, plus ou moins affirmé selon les sociétés, du choix moral dans le domaine de l'hétéronomie (et donc de la transcendance, fût-elle « laïque »).

On peut illustrer ce tournant par le développement de l'hygiénisme de plus en plus présent au sein des politiques publiques. L'Etat retrouve son rôle de gardien du bien et du mal : il

⁵ Benjamin Barber (2001) *Djihad VS Mc World. Mondialisation et intégrisme contre la démocratie*, Paris, Hachette, Coll. Pluriel

nous dit ce qui est *bon pour nous* et nous le rappelle à grands coups de campagnes dites de « prévention ». Un autre exemple en est sans doute la nouvelle sensibilité aux signes religieux, chargés en quelques années d'un poids normatif de plus en plus considérable, au moment même où, paradoxalement, les Eglises dominantes, dans nos pays, ont définitivement perdu la bataille du contrôle des consciences.

Ce nouveau rôle de l'Etat, à savoir la *l'homogénéisation morale et culturelle* a sans doute trouvé son exemple paradigmatique dans l'obsession croissante de l'identité et, en particulier l'identité nationale, qui taraude toutes les sociétés voisines de la Belgique. Je ne parlerai pas de la Flandre, où le débat sur l'identité et la nation s'origine dans des considérations plus anciennes. Mais pour la France, l'Allemagne ou l'Angleterre, on peut sans doute repérer un schéma commun, qui s'exprime chaque fois sous des modalités spécifiques et qui relève de la brève réflexion proposée ici.

Pour ne parler que de la France, vers laquelle nos yeux sont souvent tournés, la question identitaire prend de plus en plus souvent des côtés paroxystiques proches de la panique morale. Précisément, le philosophe français Joel Roman⁶ a décrit en une phrase ce que j'essaye d'expliquer dans cette intervention : « *La crise sociale (...) a vu s'estomper l'affrontement classique en termes de classes sociales tandis que montait la question de l'exclusion sociale. Dès lors, la question n'était plus celle de la juste rétribution du travail mais celle de l'appartenance à la communauté nationale comme fondements des droits sociaux* ».

La construction de la cohésion et de la sécurité, passant du domaine de la production matérielle des conditions d'existence, au domaine symbolique et culturel de l'affiliation, exacerbe, dans la plupart des sociétés européennes, le désir d'entre soi, la revendication, de ce que le démographe Hugues Lagrange⁷ appelle le *droit à rester entre nous*. La demande d'égalité sociale s'est pervertie en demande d'homogénéité culturelle, voire en hystérie identitaire.

Qu'est-ce qu'être un citoyen lucide et critique dans une telle époque ? Il me semble que c'est être un dissident. C'est résister à l'utilisation de la culture comme outil de normalisation et d'homogénéisation, résister à l'obsession de l'identité et du même. Bien sûr, cette résistance ne pourra que s'épuiser si elle n'est pas appuyée par une relance du mouvement d'égalisation des conditions matérielles d'existence. Mais ce chantier de l'égalité économique et sociale est à très long terme. Il ne concerne plus seulement nos pays, il englobe aujourd'hui, à travers la mondialisation, la totalité de la planète. A moins d'un improbable tsunami social, redresser le mouvement de différenciation des conditions de vie, retrouver un modèle *d'égalisation des places* selon la formule de François Dubet est certainement, au mieux, un horizon à plusieurs décennies. Résister au désir d'entre soi et au rappel à l'ordre symbolique, c'est ici et maintenant et c'est urgent. Trop peu de cohésion culturelle et morale tue les sociétés. Trop de cohésion les tue tout aussi sûrement.

⁶Dans *La République mise à nu par son immigration* dir. de NaciraGuénif –Souilamas, p.69

⁷ Hugues Lagrange (2010) *Le déni des cultures*, Paris, Le Seuil.

Dès lors, sans relâcher le moins du monde nos efforts pour une société plus juste, il ne peut être question de subordonner à cet objectif le combat pour la défense de la liberté et de la tolérance.

Le rôle majeur de l'action culturelle, dans sa dimension d'exploration, de curiosité, de diversification, d'altérité, me paraît être de pousser nos sociétés à dépasser ce « bad trip », à desserrer le désir croissant du même qui menace de nous asphyxier et à retrouver une vision de la fraternité qui cesse de vouloir étouffer la liberté.

Marc Jacquemain

26/10/2013